

Transformer l'école, une urgence de civilisation

Christine Passerieux

Article destiné à l'hebdomadaire "L'école" du SNUIPP Paris

Monsieur Ferry, dans une lettre désormais célèbre pour le nombre de lecteurs qu'elle a contribué à mettre dans la rue, explique " qu'il ne s'agit pas tant d'entreprendre une restauration impossible " dans un des chapitres de la dite lettre (p.51) mais " de relancer notre système éducatif sur le chemin de la réussite ", d'instruire, éduquer avec pour priorité " de revaloriser les savoirs en leur redonnant sens et autorité ". Le discours est habile qui mêle bon sens prétendument populaire, inquiétudes légitimes des parents et des enseignants, interpellations de nombreux chercheurs, avancées de l'éducation nouvelle, nécessité réelle de s'attaquer aux problèmes de l'échec scolaire le tout passé au filtre de l'idéologie la plus libérale. S'il y a nécessité de répondre à l'offensive sans précédent de la droite contre ce qui depuis l'immédiat après-guerre est un pilier de la démocratie française, il est tout aussi urgent d'avancer des propositions qui permettent une réelle démocratisation du système éducatif. Car les fonctions premières de l'école, transmission des savoirs et formation à la citoyenneté sont de plus en plus bradées pour laisser place à une conception utilitariste des savoirs, soumis aux besoins des marchés, dans une logique de réussite individuelle et de compétition, au détriment de l'accès de tous au patrimoine construit par l'humanité.

Il faut interroger l'héritage...

Le message de Ferry est clair, tant sur le plan structurel que sur le plan idéologique : il s'agit bien d'une " restauration ". Un bref détour par l'école de ...Jules Ferry s'impose. L'école républicaine de la fin du XIXème siècle avait plusieurs missions : faire de l'école un levier pour asseoir l'unité de la nation sur des bases morales et patriotiques et lutter contre l'influence de l'église (pour instaurer une " religion civile ") tout en maintenant un cloisonnement social étanche. Deux écoles cohabitent, l'une gratuite et obligatoire jusqu'au certificat d'études pour les pauvres, l'autre payante et sélective qui ouvre pour les riches la voie aux études longues (lycées), aux concours de la fonction publique et aux emplois socialement et économiquement gratifiants. Car il s'agit bien de faire accepter (la Commune est présente aux esprits) " une adhésion raisonnée et volontaire à la loi naturelle des choses " (Ferry : discours de 1883 à Vierzon). " Il n'y a ni inférieur, ni supérieur ; il y a deux hommes égaux qui contractent ensemble et alors dans le maître et dans le serviteur, vous n'apercevrez plus que deux contractants ayant chacun leurs droits précis, limités et prévus, chacun leurs devoirs et par conséquent chacun leur dignité. ". La question de l'émancipation collective n'était déjà pas au programme...

Défendre l'école pour tous... L'école est malade de la société ... Et pas le contraire comme on voudrait le faire accroire.

- Par les injonctions permanentes faites à l'école de régler tous les dysfonctionnements (accidents de la route, hygiène dentaire, alimentaire, lutte contre l'obésité), injonctions particulièrement pesantes en ZEP comme si les enfants de pauvres ne pouvaient être que de pauvres enfants. Pendant ce temps ailleurs on étudie l'histoire ou la géographie. L'école à deux vitesses est déjà à l'œuvre même si c'est avec les meilleures intentions du monde.
- Par le silence sur les problèmes de chômage, de précarité, de logement, de ghettoïsation des quartiers qui ne sont jamais cités dans la fameuse " lettre ", par l'absence de perspectives d'avenir.
- Par l'imposition des modèles dominants : l'individualisme, la compétition, l'impunité, la marchandisation de tout ce que l'homme produit y compris de lui-même.

Une société qui ne pense pas l'économie en termes politiques, mais strictement en termes de rentabilité immédiate est une société qui a décidé d'exclure une partie de ses membres au profit d'une minorité. C'est le programme de l'OCDE : " Les pouvoirs publics n'auront plus qu'à assurer le succès de l'apprentissage de ceux qui ne constitueront jamais un marché rentable et dont l'exclusion de la société en général s'accroîtra à mesure que d'autres vont continuer de progresser.. ". Par ailleurs, la table ronde européenne des industriels (ERT) affirme dans un rapport publié en 1989 que l'éducation et la formation " sont considérées comme des investissements stratégiques vitaux pour la réussite future de l'entreprise ". L'éducation intéresse doublement l'industrie : les entreprises ont besoin de travailleurs formés pour répondre au plus près de leurs exigences, et l'éducation est en elle-même un secteur économique.

L'échec scolaire : une " invention " récente

En 1900, 20% de la population avait le certificat d'études primaires et jusqu'à 1930 seulement 2% d'une classe d'âge obtenait le baccalauréat. En 1995 67% des élèves parviennent à ce niveau et 62% réussissent l'examen. Peut-on conclure que, parce qu'il se démocratise, un examen perd de sa valeur, en d'autres termes que la valeur est associée à une catégorie de la population ? Avant la démocratisation de l'accès à l'école, lorsque des élèves d'origine sociale différente faisaient des cursus différenciés (puisque une partie de la population n'accédait pas au lycée), lorsque l'avenir professionnel ne dépendait pas autant des résultats scolaires, lorsque l'école avait pour mission première d'alphabétiser, le problème de l'échec scolaire ne se posait pas dans les termes que l'on connaît depuis les années 60. Ce qui ne signifie pas qu'il n'existait pas de différences radicales entre enfants. C'est la démocratisation de l'accès aux études qui a fait de cette question une question centrale, lorsque les élèves réunis dans un même cursus ont été évalués sur les mêmes critères. Par ailleurs, les attentes concernant l'apprentissage ont considérablement changé en

un siècle. Pour ce qui est de la lecture, les élèves sont aujourd'hui confrontés seuls à un texte, doivent le lire pour mener d'autres activités (résoudre un problème, étudier une leçon dans un manuel), doivent en construire le sens, le mettre en réseau avec d'autres lectures. Il y a un siècle il suffisait de le déchiffrer, de faire une explication de mots, de " bien le dire " après explication du maître. Il ne s'agit donc pas du tout de la même activité. Faire des comparaisons de résultats sur un siècle relève donc de la malhonnêteté intellectuelle, d'autant que les élèves ont désormais un certain nombre de connaissances qu'ils ne possédaient pas au début du XXème siècle.

Il ne s'agit pas pour autant de nier que 8,5% des élèves sortent sans qualification du système éducatif (chiffres de 1998) mais plutôt de s'interroger sur les causes profondes de ces échecs et aussi d'interroger les mobiles politiques des pourfendeurs de l'illettrisme, devenu mot-valise qui recouvre des réalités différentes et permet les discours les plus réactionnaires.

La question des méthodes

Depuis quand apprend-on l'orthographe en faisant des dictées ? Et si les méthodes actives ont montré leurs réelles limites, il ne faudrait pas trop vite oublier qu'avec de nombreux mouvements d'éducation populaire, elles ont fondé des pratiques sous-tendues par des valeurs progressistes. Comment ne pas être d'accord avec certaines évidences : les savoirs ne peuvent être créés ex-nihilo par les élèves, les représentations des élèves ne sont pas des savoirs scientifiques, l'étude grammaticale de la langue ne se situe pas exactement sur le même registre que la créativité et l'expression (encore que faire de la grammaire c'est aussi explorer la langue et pas apprendre par cœur des formules toutes faites). Des années de recherche en éducation, en didactique des disciplines, les travaux des mouvements pédagogiques convergent sur la nécessité d'aménager des situations d'apprentissage pour démocratiser l'accès au savoir. Des enseignants chaque jour inventent pratiques qui visent à faire reculer l'échec. Mais ils le font seuls et la formation initiale et continue, réduite à sa portion congrue ne permet pas la divulgation et la mise en partage de ces travaux.

L'école maternelle, un maillon essentiel

Monsieur Ferry persiste : dans sa lettre 14,5 lignes seulement sont consacrées à l'école maternelle. Certes pour en vanter l'exemplarité ce qui ne saurait suffire à calmer les inquiétudes. La scolarisation des enfants de deux ans est un vieux souvenir, on ne sait ce qu'il adviendra des trois et quatre ans. C'est ainsi que dans l'académie " expérimentale " de Rouen, trois écoles maternelles ont fermé et leurs locaux ont été récupérés pour ouvrir des crèches privées, évidemment plus rentables !

Pourtant l'accueil de la quasi totalité des enfants à l'école maternelle est une véritable avancée démocratique. Cette avancée ouvre de nouvelles questions qui elles aussi font l'objet de recherches (Bautier, Rochex et le groupe ESCOL, Amigues, Zerbato-Poudou...) et d'exploration dans les classes. En effet nombre d'enfants ne sont pas constitués en élèves à leur arrivée parce qu'issus de milieux culturels, économiques, ethniques, sociaux dont les pratiques sont éloignées de celles de l'école. Ce qui les différencie c'est le rapport qu'ils entretiennent à l'école, à l'acte d'apprendre, au savoir. L'école maternelle a un rôle central à jouer : permettre d'accéder à une socialisation scolaire qui ne peut se faire que dans et par les apprentissages. Elle y parviendra en rendant visible et lisible, aussi bien pour les parents que pour les enfants, des pratiques pédagogiques souvent opaques dans les milieux populaires car référant aux pratiques culturelles des couches moyennes et supérieures de la population (rôle essentiel du jeu dans les apprentissages, importance de l'expression de soi et des pratiques orales...).

L'échec scolaire existe à l'école maternelle mais il n'est pas fatal. C'est par la construction d'un cadre structurant, des incitations à la formalisation des expériences collectives au-delà de la manipulation, un haut niveau d'exigences pour tous que l'école peut permettre à chaque enfant de devenir un élève. Non par une psychologisation ou une médicalisation des difficultés qui stigmatisent les enfants issus des couches populaires et ne répondent pas aux vrais problèmes.

Le collège unique

Peut-être faudrait-il rappeler que le collège français est l'un " des plus performants et un des moins injustes " (1). Car, " aussi profondes et diverses que soient ses insuffisances, le collège unique, dans le prolongement de l'école primaire est le seul lieu public institutionnel susceptible de contribuer à un certain brassage social des jeunes sur une grande échelle. Il assure le maintien d'une scolarité dont l'obligation fut obtenue socialement de haute lutte pour la mise en actes de l'égalité des droits " (2).

La disparition du collège unique entérine la déscolarisation massive de milliers de jeunes issus des milieux populaires et banalise voire légitime une ségrégation de fait. Cette déscolarisation ne peut qu'accroître les clivages culturels, sociaux et les ressentiments à une période de la vie où les élèves sont en droit d'avoir des attentes, des projets. Les réponses données à leur désarroi relèvent de la sanction plutôt que de l'éducation, de la stigmatisation qui produit de l'enfermement. L'enseignement par alternance c'est l'assignation pour une partie de la population à des postes subalternes, sans avenir. C'est aussi une réponse individualisée au détriment d'une analyse des constructions sociales scolaires et non scolaires qui sont facteurs d'échec ou de réussite des élèves. Là encore s'affrontent deux logiques inconciliables : l'école c'est le temps des prises de risque intellectuelles, du droit à l'erreur, des avancées autant que des reculs, des expérimentations, de la réflexion avec les autres ; l'entreprise c'est la logique du rendement, de la soumission à la hiérarchie, de la rentabilité.

...c'est la transformer

Le regard sur les élèves.

Pour le lointain successeur de Jules Ferry la " loi naturelle des choses " c'est que " tous les enfants n'ont pas les mêmes goûts et les mêmes talents ". Et tout le monde sait bien, au moins au café du commerce, que les goûts et les couleurs ça ne se discute pas. La vieille idéologie des dons est de retour ! Les élèves en difficulté scolaire ne sont pas des élèves auxquels il manquerait quelque chose (du vocabulaire, le sens de l'effort, le désir de savoir...). La façon dont on regarde leurs difficultés détermine les solutions que l'on va chercher pour y remédier. La logique de compensation ou de discrimination positive, n'est au mieux qu'un replâtrage au pire un enfermement. Les élèves ne sont pas naturellement intellectuels ou manuels, bons en maths ou en français : cela résulte d'une construction sociale hors l'école et dans l'école et c'est sur les modalités de cette construction qu'il nous faut travailler. En ouvrant le champ des possibles par la construction d'une culture commune qui ne se limite pas aux lettres classiques (avec tout le mépris de classe à l'égard de ce qui ne serait pas noble) pour mieux instaurer des filières de relégation. Car l'objectif n'est pas de produire des individus dociles, soumis, mais bien de leur donner la possibilité de penser leur vie et le monde dans lequel ils se trouvent ; il n'est pas plus de produire des élèves en concurrence où la réussite des uns ne peut se payer que du prix de l'échec des autres. C'est un renversement total des logiques libérales qui est en question à l'école aujourd'hui.

Le savoir n'est pas une marchandise

... non plus la propriété de quelques uns. Or on assiste actuellement à une appropriation du service public par les classes cultivées qui détiennent un capital culturel, dont elles entendent garder l'exclusivité pour conserver leur position sociale. Les bacs, les filières, les réussites scolaires ne sont pas équivalents. L'inégalité existe car le savoir est devenu un capital négociable ou non pour entrer dans la vie adulte. D'une certaine manière c'est aussi ce que disent les élèves les plus en difficultés qui affirment qu'apprendre ça sert à avoir de bonnes notes, à passer dans la classe supérieure. Or le savoir n'est pas un outil, un moyen. C'est ce qui permet à chacun de répondre aux questions qu'il se pose, comme le dit Bachelard, et en ce sens il est mouvement de la pensée, il permet de conquérir de nouveaux pouvoirs de compréhension et d'action sur le réel. Il se construit dans un processus autant qu'il en est le produit : l'accès au savoir c'est ce qui permet en solidarité avec les autres de se construire comme un individu libre, héritier d'un patrimoine, émancipé de ses origines pour accéder à de l'universel. Construire des liens où les ressemblances priment sur les différences c'est l'anti-projet Ferry.

L'autorité de l'enseignant pour que les élèves s'autorisent

Il est pour le moins étrange que les mesures premières pour que l'école retrouve ses missions " c'est de restaurer l'autorité, ce qui passe évidemment par des sanctions efficaces " alors même que le ministre reconnaît que les punitions ne sont pas efficaces. Croit-il que c'est leur " modernisation " (ce terme fait frémir) qui va convaincre les élèves des milieux populaires qu'ils se trompent en pensant qu'ils sont des exclus ? S'agit-il d'augmenter dans la sophistication du système répressif et l'on peut craindre en effet que l'imagination de certains ne se soit pas déployée jusqu'aux limites du possible, à moins qu'en accord avec Sarkozy l'idée de l'enfermement de tous les " déviants " tienne lieu de réponse. Monsieur Ferry semble nostalgique de l'époque où l'autoritarisme assignait une partie de la population à la passivité, la docilité, la non-pensée. On retrouve les vieux démons de la bourgeoisie depuis deux siècles qui assimile " les classes laborieuses aux classes dangereuses ". Or l'autorité c'est ce qui autorise, quand les adultes mettent en acte le pari de l'éducabilité de tous, car l'on sait en particulier avec les adolescents en rupture que le réinvestissement dans les apprentissages scolaires passe d'abord par une restauration de l'image de soi.

***Il semble plus que jamais nécessaire d'avancer ce pari philosophique : " tous les jeunes, tous les adultes portent en eux des potentialités immenses, souvent inemployées, pour penser, inventer, apprendre et agir ensemble "(3). Ils ont tous besoin de perspectives d'avenir et non d'être triés ni mis en concurrence. L'école a besoin de se transformer pour plus d'égalité mais pas d'être décentralisée!
L'école a besoin de former et de se former à plus de démocratie mais pas d'être démantelée !***

(1) François Dubet. Marie Duru-Bellat : L'hypocrisie scolaire. Pour un collège enfin démocratique Seuil 2000

(2) GFEN 16 décembre 2002 : Le collège pour tous a besoin d'égalité et d'équité , de se transformer, mais pas de disparaître

(3) GFEN 25 mai 2003